



Réf. : S2009-1691/MJZ

Recommandation n° 2009-173

relative à la saisine de la société GMF « ASSISTANCE PROTECTION JURIDIQUE »

agissant au nom et pour le compte de Monsieur D.

du 8 juin 2009 concernant un litige avec le fournisseur X

La saisine

Le médiateur national de l'énergie a été saisi, le 8 juin 2009, d'un litige avec le fournisseur X par la société GMF « ASSISTANCE PROTECTION JURIDIQUE » agissant au nom et pour le compte de M. D.

M. D. reproche au fournisseur X de ne pas lui avoir remboursé le trop-perçu figurant sur la facture de résiliation du contrat de sa mère, émise à la suite de son décès.

La saisine a été déclarée recevable en application de l'article 43-1 de la loi n° 2000-108 et du décret n° 2007-1504.

L'examen de la saisine et les conclusions du médiateur

M. D. demande au fournisseur X de lui rembourser la somme de 212,15 euros TTC représentant le montant de la facture de résiliation émise à la suite du décès de sa mère.

Interrogé par le médiateur, le fournisseur X a proposé de rembourser M. D. sur présentation d'une attestation confirmant qu'il est le seul héritier de sa mère.

Le médiateur national de l'énergie s'est procuré une attestation du notaire responsable de la succession du titulaire du contrat résilié qui établit que M. D. n'est pas l'unique ayant-droit de Madame D., sa mère.

M. D. n'est donc pas fondé à demander au fournisseur X le règlement de la somme litigieuse.

En cas de résiliation de contrat par suite du décès du titulaire, il est normal que le fournisseur vérifie au préalable le bon droit des personnes qui lui réclament ce remboursement.

La recommandation du médiateur

Le médiateur national de l'énergie recommande à M. D. de charger le notaire de la succession de sa mère de faire les démarches nécessaires auprès du fournisseur X pour obtenir du fournisseur le remboursement de la facture créditrice en question.

La présente recommandation est transmise ce jour au fournisseur X, à la société GMF « ASSISTANCE PROTECTION JURIDIQUE » ainsi qu'au consommateur.

En application des dispositions de l'article 3 du décret n°2007-1504, le fournisseur X informera le médiateur dans un délai de deux mois des suites données à cette recommandation.

La présente recommandation ainsi que les suites qui lui seront données feront l'objet de publications respectant l'anonymat du consommateur.

Fait à Paris en quatre exemplaires, le 13 octobre 2009.

Le médiateur national de l'énergie

Denis MERVILLE